



29 août 2018

(18-5388)

Page: 1/2

Original: anglais

**RUSSIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE  
MATÉRIELS FERROVIAIRES ET LEURS PARTIES**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UKRAINE AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET  
DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES  
RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE  
LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 27 août 2018 et adressée par la délégation de l'Ukraine, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, l'Ukraine notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Russie – Mesures affectant l'importation de matériels ferroviaires et leurs parties* (WT/DS499/R). Conformément à la règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'Ukraine dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Ukraine fait appel des constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial, et demande que l'Organe d'appel les infirme, en ce qui concerne les erreurs ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial<sup>1</sup>:

- a. le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait du critère et de l'ordre d'examen indûment appliqués, de la charge de la preuve partiellement attribuée aux parties et de l'examen biaisé des arguments<sup>2</sup>, et a donc enfreint l'article 11 du Mémoire d'accord, ce qui a abouti à une constatation selon laquelle il n'y avait pas d'empêchement systématique des importations de produits ferroviaires ukrainiens dans la Fédération de Russie. Donc l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.960, 7.965, 7.972, 7.974, 7.993, 7.994, 7.995 et 8.1 e) de son rapport;
- b. le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait de la charge de la preuve partiellement attribuée aux parties et du critère d'examen incorrect<sup>3</sup>, et a donc enfreint l'article 11 du Mémoire d'accord, ce qui a abouti à une constatation selon laquelle l'Ukraine n'avait pas établi que la situation en Ukraine était comparable, au sens de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC. Donc l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.393, 7.394 et 8.1 b) i), c) i) de son rapport;

<sup>1</sup> Conformément à la règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de l'Ukraine de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.969 à 7.972, 7.974, 7.976.

<sup>3</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.285, 7.336, 7.371 à 7.388, 7.393, 7.394, 7.623 à 7.625, 7.628.

- c. le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait de la charge de la preuve partiellement attribuée aux parties et du critère d'examen incorrect<sup>4</sup>, et a donc enfreint l'article 11 du Mémoire d'accord, ce qui a abouti à une constatation selon laquelle il n'y avait pas de solution de rechange moins restrictive pour le commerce à la disposition de la Fédération de Russie, au sens de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, pour remplacer la suspension de certificats et le refus de délivrer de nouveaux certificats. Donc l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.470, 7.476, 7.482, 7.537 et 8.1 b) ii), c) iii) de son rapport; et
  - d. le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC lorsqu'il a constaté que la situation en Ukraine n'était pas comparable à celle d'autres pays<sup>5</sup>; et donc l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.387 et 8.1 b) i), c) i) de son rapport.
- 

---

<sup>4</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.450, 7.468, 7.470, 7.476, 7.482, 7.521 à 7.544, 7.653, 7.656, 7.671, 7.676, 7.704, 7.712, 7.718, 7.719, 7.721, 7.722, 7.226, 7.228, 7.742, 7.745, 7.760.

<sup>5</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.283, 7.285, 7.371 à 7.388 et 7.394, 7.615, 7.616, 7.623, 7.628.